


**Annexe 7 – Fiche technique pour la thématique
"Economie circulaire"**

UNE EUROPE PLUS VERTE

Fonds	FEDER
Priorité 2	Soutenir la transition écologique et vers une économie circulaire en Île-de-France
Objectif spécifique 2.6	Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources
Type d'action 2.6.3	Mobiliser et accompagner les territoires vers l'économie circulaire
Critères de sélection des projets par les territoires ITI	
Projets financés	<p>Ce type d'action a pour objectif de soutenir les territoires souhaitant développer des démarches d'économie circulaire collaboratives et structurantes à l'échelle d'un territoire.</p> <p>Il s'agit de faire émerger des boucles locales des ressources, des nouvelles compétences, des nouveaux modèles économiques, organisationnels et logistiques, des synergies entre acteurs, des savoir-faire et activités au service de l'économie circulaire.</p> <p>Ces actions doivent être cohérentes avec une planification ou une feuille de route territoriale globale d'économie circulaire, de la transition écologique ou de développement économique.</p> <p>Le FEDER soutient les projets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le soutien aux dépenses d'ingénierie, d'études pré-opérationnelles, de faisabilité, de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage ; - le soutien à l'acquisition d'équipements, de véhicules propres, de logiciels/d'outils informations, d'applications ; - le soutien à la réalisation de travaux d'aménagement (génie civil et bâtiment, intégration paysagère, réduction des nuisances, etc.) et d'agencement, panneaux/signalétiques ; - le soutien aux dépenses d'animation, de formation, d'accompagnement des changements de pratiques et des modèles et comportements, et de communication ; - le soutien à l'acquisition de bâtiments ou foncière, dans le respect de l'article 64 du règlement 2021/1060.
Porteurs de projets (groupes cibles)	<ul style="list-style-type: none"> - Les collectivités territoriales et leurs groupements. - Les établissements publics, dont les groupements d'intérêt public et les établissements publics de coopération intercommunale. - Les TPE, PME, leurs fédérations, les GIE (Groupements d'intérêt économique) et les structures de l'économie sociale et solidaire. - Les pôles de compétitivité. - Les sociétés publiques locales et les sociétés d'économie mixte. - Les associations et les fondations. - Les bailleurs sociaux.

Temporalité	Réalisation à partir du 1 ^{er} janvier 2022. Durée de réalisation de l'opération : entre 12 et 48 mois sauf dérogation exceptionnelle justifiée par l'Autorité de gestion
Périmètre géographique	Île-de-France. Le périmètre de réalisation physique des opérations est le territoire ITI (voire la liste des communes précisée dans la convention de délégation de tâches).
Mode de financement	Subvention.
Prise en compte des priorités transversales	L'opération doit contribuer aux quatre priorités transversales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - veiller au respect des droits fondamentaux et la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des fonds ; - prendre en compte et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre ; - prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap (notamment par la conformité des projets d'infrastructures aux normes d'accessibilité en vigueur), l'âge ou l'orientation sexuelle ; - promouvoir le développement durable, notamment en prenant en compte le principe d'éco-conditionnalité dans les projets de construction/rénovation par un usage de matériaux sans impact négatif sur l'air, le sol, l'eau, les réservoirs de carbone et la biodiversité.
Analyse de la faisabilité	La faisabilité de l'opération est analysée au regard de : <ul style="list-style-type: none"> - la capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à respecter les obligations communautaires en termes de publicité ; - la capacité de l'opérateur à contribuer à l'atteinte des indicateurs de réalisation et de résultat (voir ci-dessous).
Modalités de mise en œuvre	
Enveloppe FEDER dédiée	Type d'action 6.2.3 : 6 M€ (ITI)

Taux d'intervention FEDER	<p>Le taux d'intervention du FEDER doit être compris entre 30% minimum et 40% maximum du coût total éligible de l'opération au moment du dépôt de la demande de subvention et à l'issue de l'instruction après ajustement éventuel du plan de financement.</p> <p>Un taux différent pourra éventuellement être appliqué sur dérogation expresse de l'Autorité de gestion, telle que validée par le CRP (Comité régional de programmation).</p>	
Coût total éligible	<p>Le montant minimum retenu par l'Autorité de gestion ne peut pas être inférieur à 300 000€.</p> <p>Pour les projets supérieurs à 12 mois, le CTE éligible doit atteindre au minimum 100 000€ par tranche annuelle au moment du dépôt de la demande de subvention.</p>	
Options de coûts simplifiés (OCS)	OCS réglementaires	15 %, 20 %, 40 % ou 1720 heures.
	OCS spécifiques	Sans objet.
Principaux postes de dépenses éligibles	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes. - Dépenses d'investissement : travaux, équipement. - Prestations intellectuelles, prestations de service. - Dépenses de personnel. 	
Aides d'Etat	<p>L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat se fait au moment de l'instruction et de l'octroi de chaque financement lorsque la mesure d'aide est susceptible d'être qualifiée d'aide d'Etat au sens de la réglementation européenne. Si le porteur est soumis à cette réglementation compte tenu de son statut, de son activité, de la nature de l'opération et de la mesure d'aide, l'autorité de gestion vérifiera si l'aide est compatible avec les règles européennes.</p> <p>La ou les base(s) juridique(s) exposée(s) ci-dessous constituent une indication pour l'analyse de cette compatibilité et n'engage(nt) pas l'autorité de gestion sur la qualification définitive des projets de subventions au regard de la réglementation des aides d'Etat. Il s'agit d'une indication purement informative sans valeur juridique. Seule la décision finale d'octroi engage l'autorité de gestion sous réserve que le porteur respecte l'ensemble des conditions générales et particulières régissant la mesure d'aide.</p> <p>Base juridique (susceptible d'évoluer en cours de programmation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Règlement (UE) n°2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; - Règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.58995, relatif aux aides en faveur de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 	

Aides d'Etat	<p> Si l'opération est soumise à un régime d'aide d'état, la règle de l'incitativité de l'aide s'applique (sauf exceptions).</p> <p>Ce principe vise à garantir que l'aide constitue une incitation à développer des activités ou projets nécessaires et à exclure les aides en faveur d'activités que le bénéficiaire entreprendrait de toute façon, même en l'absence d'aide.</p> <p>Ainsi, pour démontrer cet effet incitatif, le porteur de projet doit présenter une demande d'aide avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question, qui contient au minimum les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et la taille de l'entreprise ; - une description du projet, de sa durée et de sa localisation ; - une liste des coûts du projet ; - le type d'aide demandé et son montant ; - si cet effet n'est pas démontré, alors l'aide n'est pas autorisée. 	
Commande publique	<p>Il est nécessaire de vérifier la nature juridique de la structure porteuse du projet.</p> <p>Cas des personnes morales de droit privé soumises à la commande publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les "personnes morales de droit privé" créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et dont : <ul style="list-style-type: none"> a) soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur, b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur, c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur ; - les organismes de droit privé constitués par des pouvoirs adjudicateurs dans l'objectif de réaliser certaines activités en commun. <p>Les personnes morales de droit public sont soumises aux règles de la commande publique (Etat, collectivité territoriale, etc..).</p>	
Indicateurs	Indicateurs de réalisation	RCO74 - Population couverte par les projets (population de l'ITI) RCO75 - Nombre de stratégie de l'ITI et d'autres outils territoriaux (=1) ISO2.6 - Nombre d'actions de formation, d'information, de sensibilisation et d'accompagnement auprès d'acteurs du territoire : collectivités, citoyens, acteurs privés/publics/associatifs (nombre d'actions)